



Déclaration préalable CGT FAPT au CSE N°23 et N°24.

N°23

Comment ne pas s'inquiéter face à la situation géopolitique mondiale actuelle, marquée par une multiplication de tensions et de crises et une intensification des rivalités entre les grandes puissances, augmentant les risques de conflits ouverts, d'instabilité économique et de crises humanitaires, cela favorisant les discours populistes et le renforcement des idéologies nationalistes qui trouvent un écho grandissant dans les populations en proie à des frustrations économiques et sociales, et qui menacent la stabilité internationale et fragilisent la démocratie ?

Comment ne pas s'inquiéter face à l'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis qui marque un tournant dans la politique internationale et un climat de tension et des craintes sur une possible déstabilisation mondiale avec ses promesses de campagne, axées sur le protectionnisme avec l'« America First », la remise en cause des alliances et des accords internationaux (l'OTAN et le soutien à l'Ukraine, les accord sur le climat de Paris ou le nucléaire iranien).

Comment ne pas s'inquiéter face à l'escalade des conflits qui pourrait conduire à un affrontement direct entre les puissances nucléaires, la menace d'une guerre nucléaire n'ayant jamais été aussi élevée depuis la Guerre froide ?

Comment ne pas s'inquiéter face au risque d'embrassement dans la région instable du Moyen-Orient, par l'élargissement du conflit Israélo-palestinien, avec l'implication du Liban et de l'Iran ?

"Comment ne pas s'inquiéter face au silence assourdissant de l'ensemble des pays défenseurs des droits de l'homme, témoins d'un génocide en temps réel contre la population palestinienne orchestré par le gouvernement israélien d'extrême droite ? Un pays qui, bien qu'ayant été agressé, profite du prétexte de vouloir éliminer le Hamas pour rayer méthodiquement de la carte le territoire palestinien et s'en prendre indistinctement à toute la population palestinienne en toute impunité."

"Comment ne pas s'inquiéter face à la montée de l'instabilité politique, sociale et économique en Afrique, marquée par une série de coups d'État militaires ces dernières années au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Gabon qui fragilisent les institutions démocratiques et installent des régimes autoritaires, favorisant l'expansion des groupes terroristes. Cette situation entraîne des déplacements massifs de populations fuyant les violences, exacerbant une crise humanitaire. Des millions de personnes se retrouvent alors en situation de précarité alimentaire et sanitaire, alimentant les flux migratoires et aggravant les exodes."

Comment ne pas être s'inquiéter face aux changements climatiques et aux risques environnementaux qui viennent exacerber les tensions géopolitiques et économiques mondiales (crises humanitaires, conflits de ressources et flux migratoires massifs).

Comment ne pas s'inquiéter face aux cyberattaques et aux menaces numériques qui sont devenues des armes géopolitiques utilisées par les États et les acteurs non étatiques. En effet, les cyberattaques ciblant des informations sensibles et les campagnes de désinformation peuvent déstabiliser des gouvernements et influencer des processus démocratiques. Ou bien les attaques contre les réseaux électriques, les systèmes financiers et les infrastructures de télécommunications peuvent paralyser des pays entiers.

Plus proche de nous,

Comment ne pas s'inquiéter du sort de l'Ukraine avec l'enlisement du conflit avec la Russie et ses conséquences mondiales telle la flambée des prix dans les crises énergétiques (gaz naturel Russe) et alimentaires (céréales et d'engrais Ukrainien).

Comment ne pas s'inquiéter face à l'attitude du président de la République Française qui piétine le choix démocratique issu des urnes qu'il a lui-même demandé ? En refusant de reconnaître la victoire du nouveau front populaire comme première force politique, il a préféré constituer un gouvernement composé de candidats issus des partis battus pour maintenir sa politique ultralibérale en s'appuyant sur la complicité du RN, parti aux positions racistes et xénophobes.

Face à ce tableau alarmant, où les fondements de la démocratie sont gravement menacés et l'avenir de la planète est en jeu, la question n'est pas seulement de savoir "Comment ne pas être inquiet ?", mais surtout "Comment agir ?" et "Quelles solutions pouvons-nous envisager ?".

Il est urgent et vital que les gouvernements, cessent de favoriser les intérêts de la finance et des grandes entreprises au détriment du travail et de l'humain et s'unissent notamment pour

- Promouvoir le renforcement de la diplomatie internationale et la paix plutôt que de s'enrichir avec des guerres,
- La démocratie plutôt que soutenir les dictatures,
- Faire cesser l'accaparement des richesses et la concentration du pouvoir par un capitalisme qui appauvrit les populations, favorise l'immigration et alimente la montée des idéologies nationalistes et xénophobes.
- Investir massivement dans l'énergie renouvelable.
- S'engager dans le désarmement nucléaire

Concernant Orange, la CGT FAPT réitère son alerte, exprimée lors du CSEC SST du 5 novembre, face à une série de suicides survenus dans des services en pleine restructuration. La stratégie adoptée par les nouveaux dirigeants d'Orange nous rappelle tristement l'ère Lombard, période sombre pour l'entreprise avec le verdict historique du procès France Télécom le 20 décembre 2019. **Ce jugement a introduit dans la jurisprudence la notion de "harcèlement moral institutionnel", qui renvoie à une stratégie d'entreprise visant à déstabiliser systématiquement les salariés à travers des plans de restructuration successifs, créant un climat de travail anxigène et destructeur.**

Aujourd'hui, force est de constater que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les propos du DRH d'Orange, minimisant la gravité de la situation en affirmant qu'il n'y a pas de

nouvelle crise sociale, traduisent un déni préoccupant. Entendre certains dire qu'il ne faut pas "instrumentaliser" les suicides actuels ou qu'il est "trop tôt" pour les comparer à ceux de l'époque Lombard est inquiétant. Faut-il attendre une multiplication des drames humains avant de réagir ? Pour la CGT FAPT, fidèle à ses principes, plutôt prévenir que guérir en se concentrant sur la prévention primaire. Il est inadmissible d'attendre davantage de suicides pour s'offusquer et agir, car chaque perte de vie humaine est une de trop. Plus inquiétant, depuis le CSEC SST du 5 novembre, deux nouveaux décès ont été enregistrés, et nous attendons de connaître leurs causes.

La CGT FAPT ne pourra accepter que la direction d'Orange poursuive sa stratégie purement financière, au détriment des conditions de travail et du bien-être des salariés. Cette politique obsessionnelle et généreuse de "dividendes élevées" hypothèque non seulement l'avenir de l'entreprise mais aussi la santé et le bien être des salariés, générant une augmentation des risques psychosociaux et de la souffrance au travail. En effet, en se privant de capacités d'investissement et d'autofinancement pour financer des projets stratégiques, Orange se met en danger dans un secteur des télécommunications ultra concurrentiel et en pleine mutation, mais aussi par sa présence dans des pays d'Afrique ou du Moyen Orient aux marchés moteurs de croissance mais instable politiquement et économiquement. Ajouté à l'absence de perspective de croissance sur des marchés porteurs, cela explique la stagnation de l'action d'Orange et le fait qu'elle soit considérée comme une valeurs refuge.

La direction, en s'affranchissant de cette dépendance aux dividendes, offrirait à l'entreprise une plus grande marge de manœuvre financière, lui permettant de mieux anticiper les défis technologiques et concurrentiels à venir, tout en garantissant ses obligations sociales de protéger la santé physique et mentale des salariés.

N°24

Pour commencer parlons de l'actualité internationale

Les différentes formes de haines, les dénis, les mensonges et les insultes ont eu raison de la campagne électorale aux USA : Donald Trump, un milliardaire pour qui le réchauffement climatique est un canular, avec entre autres le soutien d'Elon Musk et de son réseau de communication, a pour la seconde fois été élu président des Etats Unis d'Amérique et ce malgré le flot d'inepties qu'il ne cesse de déverser. Le gouvernement ainsi annoncé sera en partie composé de milliardaires qui feront passer leurs intérêts avant tout, sans aucune once de philanthropie.

Depuis la fin de ce scrutin la presse hexagonale se tourne de nouveau vers l'Ukraine, l'autorisation des USA à pouvoir utiliser d'autres types d'armes dans ce conflit réalimente la machine à psychose.

Les tensions en mer, se font de plus en forte entre Europe et Russie, deux câbles sous-marins ont récemment été coupés. Plusieurs navires ayant navigué dans la mer Baltique à proximité des points de coupures ont vu s'éteindre leur

balise de localisation pendant plusieurs heures. Décidément les TELECOMS deviennent le nerf de la guerre, après avoir fait parler d'eux avec les « Pager » piégés, puis les Talkie ; c'est maintenant au tour des câbles sous-marins de faire la une. Stratégiquement nous sommes entrés dans une guerre de sabotage économique.

Concernant Paul Watson, militant écologiste et fondateur de Sea Shepherd, celui-ci ne sera fixé sur son sort qu'après le 4 décembre date du report de la décision du gouvernement Danois. Après avoir déclaré que la prison était devenue son navire il expliquait :

« Tout ceci est une parodie de justice, visant à satisfaire l'esprit vindicatif d'un gouvernement japonais qui s'est senti humilié par mes actions. Ils ne me pardonnent pas d'avoir exposé à la face du monde leur chasse illégale aux baleines dans l'océan Antarctique »,

Paul Watson a demandé la nationalité française auprès du président Macron : La CGT attend une décision courageuse du président de la République française en donnant une suite positive à cette demande.

Sur un autre sujet ; Jeudi 21 novembre 2024, date historique, non pas que ce fut le troisième jeudi de ce mois de novembre mais qu'on y a joué une pièce de théâtre, « l'histoire est un éternel recommencement ». en dehors que les acteurs aient échangé leur rôle. Cette fois-ci se sont les chefs de guerre du Hamas et Israéliens qui sont poursuivis par la CPI.

Passons au Focus sur notre actualité extra métropolitaine

Le mois dernier nous écrivions que des inégalités existaient dans l'approvisionnement des denrées entre la Métropole et les Ultramarins.

Depuis plus de 20 ans, ce sont toujours les mêmes grandes fortunes qui profitent d'un système soutenu par un pouvoir français complice, au travers de ses représentants préfectoraux.

Au 1^{er} janvier 2025 (quand les sites d'Orange ré ouvriront) plus de 6 000 produits les plus consommés en Martinique verront leurs prix baisser de 20%. Cela grâce à l'exonération de l'octroi de mer, ainsi que des frais de port et de Douanes. Le but originel de cet impôt était de favoriser les produits locaux. Mais un rapport de l'INSEE montre que les produits, s'ils ont une moyenne de différence de coût de 14% entre les territoires d'outre-mer et la

métropole, peuvent atteindre 40% pour les produits de consommation. Cela ne sera donc pas suffisant. Bien que cette annonce d'une baisse de la taxation puisse paraître une bonne chose aux yeux des néophytes, pour la CGT cela reste insuffisant. Un autre problème se profile à l'horizon, l'octroi de mer est une ressource essentielle des collectivités locales ainsi que des communes, 48% des rentrées fiscales des communes de moins de 10 000 habitants et 37% pour les plus de 10 000. Cela représente près d'un milliard d'Euros par an tous DOM confondus.

La CGT craint que l'argent qui est ainsi pris à un endroit face défaut a un autre...Une fois de plus c'est la politique de l'offre... « Déshabiller Pierre pour habiller Paul n'a jamais fait ses preuves... »

Ce pansement ne fera qu'apaiser les tensions de façon provisoire.

Nous demandons une égalité sociale, mais surtout que cesse cette hégémonie bicéphale de la France métropolitaine et des complices locaux sur ces terres d'outre-mer.

Et maintenant, un Focus sur notre actualité hexagonale

C'est une désindustrialisation massive qui se profile à l'horizon avec la perte de 150 000 emplois, directement menacés, nous trouvons les TPE mais pas que, Arcelor Mittal, Vencorex, Michelin, Auchan, Europhane, Téléperformance sont également concernés...La CGT alerte, parce que cette crise sociale, économique et environnementale ne restera pas sans conséquences, si le nécessaire n'est pas mis en place par les pouvoirs publics. Au mois de mai 2024, ce sont 132 plans de licenciements (sur une année glissante) qui avait été dénombrés, et, en octobre ce chiffre est monté à 180 plans de licenciements.

<https://t.co/afmqiaBySk>

C'est pour cela que la CGT appelle à une mobilisation nationale le 12 décembre 2024.

Sur le plan agricole, le Mercosur nous promet de son côté un libre échange avec certains pays d'Amérique du Sud, 90 000 tonnes de bovins pourraient entrer dans l'union Européenne via ce traité. Mais à quel prix ?

Pêle-mêle les phrases fusent :

"On va importer sans aucune des règles qu'on nous impose"

"Là-bas, ce sont des élevages de 10 000 bêtes sur quelques hectares, alors qu'ici, on travaille sur le bien-être animal."

Nos agriculteurs tirent la sonnette d'alarme, concernant des conditions d'élevages n'ayant rien à voir avec les nôtres. Pire, les produits ne répondent pas aux normes environnementales, sociales et sanitaires que nous avons en Europe. Les animaux seront donc transportés en bateau jusqu'en Europe dans des conditions déplorables causant de la souffrance animale. Régulièrement des bêtes s'échouent sur les rivages, oreilles coupées afin de ne pas être identifiées et de ne pas savoir quel navire s'en est débarrassé !

Certes des produits seront exportés vers ces pays comme le vin et les huiles d'olive mais aussi les automobiles à moteur thermique polluants. En contrepartie nous pourrions importer du Lithium exploité dans des conditions dont je vous fais grâce.

A nous la pseudo vertueuse écologie et à eux la pollution. Cet accord encourage les secteurs économiques les plus nocifs des deux régions.

Nous partons donc vers un accord non pas gagnant/gagnant mais polluant/polluant. Car pour répondre à la demande les forêts d'Amérique du Sud seront défrichées accélérant de la sorte le dérèglement climatique.

Le collectif Stop-Mercosur dénonce un accord « néocolonial et déséquilibré », qui devrait « aggraver les asymétries économiques et socio-environnementales existantes ».

Dans l'actualité française,

Comment ne pas évoquer la question des violences sexistes et sexuelles au moment où le procès de la Honte s'achève, la CGT réitère son plein soutien à Mme Pellicot, sa fille et ses proches et toutes les victimes de violences sexuelles et sexistes.

À l'occasion du 25 novembre, journée mondiale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, dans le cadre du travail engagé par la CGT sur le sujet, l'Ugict-CGT propose pour l'encadrement dans la mise en place d'un environnement non sexiste au travail car la réalité est la suivante :

- 1 femme sur 2 déclare avoir été victime ou témoin de violences sexistes et sexuelles sur son lieu de travail ;

- 2 femmes sur 3 ont subi des remarques sexistes remettant en cause leurs capacités à manager un service ou une équipe ;
- 2 managers sur 3 affirment connaître des auteurs de violences sur leur lieu de travail qui n'ont pas été sanctionnés ;
- 1 femme sur 2 techniciennes ou profession intermédiaire a été confrontée à des jugements attribuant les carrières des femmes à leur sexe ;
- Seule 1 femme sur 10 victimes de harcèlement au travail en a parlé à un·e supérieure hiérarchique ou un·e représentant·e syndical·e ;
- 10 femmes sont victimes de viol ou de tentative de viol chaque jour sur leur lieu de travail

A une période où la parole ne se libère pas forcément dans le bon sens, La CGT reste attentive aux violences sexistes et sexuelles au sein de la DTSL.

Passons à l'actualité d'Orange

Nous tenons à remercier les électeurs au conseil de surveillance qui nous ont accordés leur confiance, nous mettrons tout en œuvre pour que leurs voix soient entendues, il est à noter que ces élections n'en finissent pas de faire couler de l'encre, encore hier un article du Monde titrait :

Chez Orange, un climat syndical délétère, entre votes contestés, plaintes, corbeau...

L'article pointant les irrégularités de campagne de la CFE lors d'un scrutin Poutinesque, a dû en rendre plus d'un Furax. Il pointe en même temps une lettre anonyme faisant circuler la rumeur de magouilles que nous n'aurions pu imaginer...enfin si.

En ce moment, les médias n'arrêtent pas de parler d'Orange, rien de joyeux, encore moins d'élogieux ni d'attentionné comme le véhiculait, notre « Generaldirektor ». Les suicides et le management de la société Orange sont au cœur des débats mais surtout des médias. Il y a deux mois de cela nous parlions déjà de la politique délétère d'Orange, avec le plan social de sauvegarde de l'emploi déclenché chez Viaccess et qui concerne 35 personnes sur les 180 salariés que compte cette filiale d'Orange. Ou encore avec le PDV de

SCE et les plus de 600 personnes impactées, les liquidations d'OCS, Orange Bank et Orange Studio, nous parlions à l'époque de « LEAN le futur » pour faire la référence au LEAN Management mais nous aurions dû écrire « Lose the Futur ». Nous ne construirons rien de bon sans des bases solides. Nous n'avons eu de cesse de vous alerter sur le climat social qui se dégrade, vous ne nous avez pas pris au sérieux, vous êtes resté concentrés sur vos petits objectifs à la responsabilité engagée diluée.

A la direction les 1200 cadres dirigeants d'Orange : Continuez d'engranger vos LTIP et de vous moquer des conséquences de vos actes, la vie est courte (surtout la leur) il serait bête de ne pas en profiter. Et n'oubliez pas d'acheter en sortant un petit truc associatif pour vous racheter une conscience.

Mais n'oubliez pas une chose la direction est une génération de « déconstructeurs », elle brade et détruit ce que d'autres ont construit.

La CGT dénonce que la priorité soit clairement donnée aux dirigeants et actionnaires, au détriment de ceux qui portent l'entreprise au quotidien ; les salariés

Dans un autre registre, le DRH groupe a communiqué sur le sujet du TPS alors que les négociations GEPP ne sont pas terminées. C'est une première. Beaucoup de monde se pose la question du pourquoi. Ce pourquoi est simple : s'il n'y a pas d'accord et donc une décision unilatérale, la direction ne validera pas le TPS. Ce sera la faute des syndicats représentatifs. Pourtant, il y a d'autres choses dans ce projet d'accord, moins désirables que le TPS, comme un prémisses à un plan de départ volontaire. En communiquant de la sorte la direction met la pression sur les syndicats pour qu'ils valident l'ensemble et pas seulement le TPS. C'est du chantage. La CGT ne marche pas au chantage.

Ce TPS est attendu par bon nombre de salariés ayant l'âge pour en bénéficier. Vu la pyramide des âges, ça en fait un paquet. Cela agite fortement les équipes, avec ceux qui espèrent partir et ceux qui vont se retrouver dans des équipes fortement réduites. Les discussions avec nos collègues montrent un niveau de désenchantement que nous n'avons jamais vu, même dans les années 2000. De nombreux collègues sont prêts à partir même avec des pertes de salaire importantes. C'est un signe clair de comment beaucoup vivent leur quotidien au travail, et c'est très différent des discours de la direction. Ce TPS est un signe d'espoir de partir plus tôt pour certains mais facteur de RPS pour d'autres. Car si beaucoup vont partir le travail sera toujours là. Pour la CGT, il faut

embaucher pour remplacer les départs, pour ne pas perdre de compétences et préserver la charge de travail de ceux qui restent

Ce qui se profile dans les négociations GEPP c'est un démantèlement d'Orange, de l'entreprise que nous avons construite et fait vivre par notre travail depuis de nombreuses années, bien avant que les dépeceurs n'arrivent.

Nous savons que les directions ont pour consigne de faire des évaluations de nombres de TPS possibles. Nous demandons à la direction de présenter au CSE DTSl ces prévisions concernant DTSl, les nombres de départs prévisibles par activités et par zone géographique, ainsi que les recrutements pour les remplacer, afin de garder les compétences.

Enfin concernant nos collègues concernés par la « GIPA », la CGT demande l'application de la décision unilatérale sur les mesures salariales au sein de la Société Orange SA pour l'année 2024, article 6.3 pour les fonctionnaires classes I et II, disant : En l'absence de texte ministériel en 2024, Orange mettra en œuvre une prime calculée selon les modalités de la GIPA, basée sur l'évolution de l'indice des prix hors tabac de 2019 à 2023...

Voici la réponse reçue vendredi 22 novembre 2024 sur une question RP :

Orange versera aux non-cadres qui auraient été éligibles, une prime pour compenser la non mise en œuvre en 2024. Les salariés bénéficiaires seront individuellement informés par le national. Une communication sera prochainement réalisée sous anoo.

Dernièrement, le gouvernement a annoncé, fin octobre, le non-versement de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) pour 2024. Depuis cette annonce, aucune information (Anoo ou autre) de la part de l'entreprise.

La CGT demande donc à la Direction :

- En l'absence de texte ministériel en 2024, quand et comment Orange mettra en œuvre, pour les fonctionnaires classes I et II, une prime calculée selon les modalités de la GIPA, basée sur l'évolution de l'indice des prix hors tabac de 2019 à 2023 ?
- Quand et comment les salariés en seront informés ?

D'après des simulateurs, non officiel, de GIPA 2024, les montants pourraient aller au-delà de 1 700€ à 2 900€, dans des cas de tranche d'indices en fin d'échelon du II.3.

En l'absence d'accord, quid de l'analyse de l'application de cette « prime »
...parce que ça sent la déprime à la poudre de perlimpinpin!

Et pour finir, parlons de la DTSl, et partons pour le site de Donges :

Les salariés du site de Donges ne veulent pas de leur déménagement vers Saint Nazaire.

Voici une pétition signée par tous les salariés du site :

Non au déménagement du site Orange de Donges !

La direction prévoit de déménager le site de Donges vers Saint Nazaire Jean Bart en 2025. Cette décision unilatérale a été prise sans envisager l'inverse : un déménagement de St Nazaire vers Donges.

Ce déménagement entraînerait plusieurs conséquences négatives sur les salariés actuellement à Donges :

- forte aggravation du temps de trajet domicile – travail. Trajet avec zone accidentogène et saturée.
- impact sur la vie familiale (garde d'enfant etc)
- peu de places de parking à Jean Bart, des dégradations et vols de véhicules ont été constatés.
- quitter un bâtiment adapté, rénové entièrement, spacieux et calme pour se retrouver dans un bâtiment vétuste, sombre, mal isolé (CO2) va significativement aggraver la qualité de vie au travail.
- Une solution de restauration pour le personnel inadaptée. Pas de restaurant à proximité et un réfectoire inadéquat.
- va distendre les liens avec les collègues de la même entité travaillant à Nantes Estuaire qui venaient régulièrement à Donges
- perte de l'accueil physique.

Ce projet de déménagement est rejeté par l'ensemble du personnel de Donges. Il est de plus contraire à la RSE affichée par la direction de l'entreprise.

Il est déplorable qu'aucune communication avec le personnel n'ai été effectuée avec un manque d'échange prenant en compte les difficultés de chacun (e).

Il serait souhaitable que les porteurs du projet viennent à Donges rencontrer le personnel.

Nous, signataires, nous nous prononçons résolument contre ce projet de déménagement. Nous demandons à la direction d'Orange d'y surseoir. Nous sommes prêts à nous mobiliser si nécessaire pour ne pas voir nos conditions de travail et de vie se détériorer.

Et comme la DTSl est sur tout le territoire, remontons un peu plus au Nord pour arriver à Rennes où la gronde ne cesse de croître à la supervision IP/Trans HNO. Au début de l'histoire il s'agissait pour ce service de reprendre de l'activité Trans en lien avec leurs équipements IP et cela en plus de leur activité IP.

Ensuite il s'est agi de reprendre toutes les activités de supervision Trans. Cet ajout important d'activités a mené le groupe de techniciens à plus de polyvalence, ils ont opéré une montée en compétence mais cela sans reconnaissance. En plus d'une baisse des effectifs due au passage de 3 équipes à 2, ils voient poindre la menace de la fin de leur activité en 24/7 pour laisser place à une activité en HO. L'équipe en question est à bout, une pression constante est mise sur les épaules des techniciens quant à la réalisation des tâches Transmissions. Trop c'est trop, soutenus par SUD et la CGT les salariés ont décidé de vous faire part de leur ras le bol via une pétition que nous vous remettons tout de suite.

Pétition

Les salariés de la supervision HNO des réseaux IP et Trans de Rennes, soutenus par les organisations syndicales CGT et SUD, sont en mal-être depuis la transformation de la mutualisation IP-Trans avec une surcharge de travail importante qui influe sur l'équilibre vie professionnelle et vie privée. Les salariés demandent :

- La reconsidération de la mise en œuvre du projet de mutualisation afin de stopper les risques psychosociaux.
- Un éclaircissement sur le devenir de la supervision à Rennes à moyen et long terme.
- Le recrutement d'effectifs pour palier à la surcharge de travail et à la montée en compétence.
- De la considération et une écoute de la part de la direction.
- Une reconnaissance financière pour tous de 100 euros bruts d'augmentation individuelle pour tous comme prévu dans l'accord local du 25/09/2023.
- Un plan de promotion visant le passage en Dbis pour tous et une augmentation significative pour ceux qui le sont déjà.

En attendant une réponse aux revendications, les superviseurs HNO décident de suspendre toutes formations et actions en lien avec le projet de mutualisation.

Les salariés demandent une rencontre au plus vite avec la direction en présence des organisations syndicales CGT et SUD.

La CGT exige que vous accordiez la plus grande ATTENTION à l'examen de cette situation de mal être d'un service entier et vous demande d'avoir la même démarche dans les services effectuant les mêmes activités.

La semaine dernière, une information est peut-être passée inaperçue : « **La semaine de l'Hangagement, qui se déroule du 18 au 22 novembre, est l'occasion de rappeler l'importance de s'informer et se former pour favoriser l'inclusion de toutes et tous au sein de l'entreprise.** »

A priori il ne doit pas y avoir assez de semaine dans l'année pour y dérouler les actions valorisantes, la DO GSO a choisi la même semaine car pour eux c'est la semaine de l'environnement.

Décidément les semaines s'annoncent chargées*

* : Sauf entre le 23 décembre et le 1^{er} janvier. Veuillez-nous excuser pour cette interruption momentanée de votre site.

En parlant environnement, la direction d'Orange, recommence comme au 15 août, à imposer pour la période des vacances scolaires de Noël la fermeture de

plusieurs sites en France, sous prétexte de sobriété énergétique sans que les organisations syndicales y soient associées ou informées. Pour la CGT les fermetures de sites sont une forme de télétravail forcé dont le seul but est de réaliser des économies financières.

La CGT n'est pas contre ces initiatives de fermetures de certains sites tertiaires, prouvés énergivores, pour répondre au plan de sobriété dans le cadre du RSE. Mais pour le moment nous sommes loin d'être convaincu que cela soit la motivation de l'entreprise, nous en voulons pour preuve la non-communication chiffrée du gain de l'opération. En revanche la méthode de la direction est à revoir en ce qui concerne les modalités imposées aux salariés.

La direction va faire des économies sur le dos des salariés qui feront une seconde fois les efforts concernant la sobriété sans aucun bénéfice.

Les salariés qui prendront le télétravail occasionnel ne bénéficieront pas de tickets restaurants, ni de prime qui pourrait compenser les frais d'énergie à leur domicile.

Les salariés qui se rendront sur un site de repli sans restauration ne pourront pas faire de note de frais.

Quid des frais de transports en plus et du temps supplémentaire pour se rendre sur ces sites de repli ?

Ce n'est pas aux salariés de payer l'addition de la sobriété de l'entreprise

La CGT demande l'ouverture de négociations sur les périodes de fermeture de site concernant la sobriété énergétique pour revendiquer avec les salariés :

1. La mise en place d'un TT spécial "Sobriété" avec la prise en charge d'un ticket restaurant par l'entreprise et d'une prime journalière a minima préconisés par l'URSSAF
2. La possibilité de se faire rembourser son déjeuner via une note de frais si pas de restauration disponible sur le site de repli.
3. Le temps de transport supplémentaire pour se rendre sur le site de repli soit compté en temps de travail et non en temps de trajet.
4. Le remboursement des frais (transport en commun, essence, parking ...) liés au déplacement vers le site de repli.

